



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2022-72
Séance du 7 décembre 2022 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-deux, le sept décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Théo Briane, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Didier Huber, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra
Mmes Frédérique Berard, Elodie Joannot, Romane Palau, Paloma Pervent, Fanny Suau, Brigitte Torrandell, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Sylvain Deyrat pouvoir à M. Didier Huber, Mme Laurence Enjalbert pouvoir à Mme Paloma Pervent, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Michel Perez, M. Alexis Viala pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan

Secrétaire de séance : M. François Petit

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 17

Procurations : 4

Absents : 2

Votants : 21

Date de convocation et affichage

2 décembre 2022

Objet : Présentation du rapport sur le prix et la qualité de l'eau potable

M. le maire donne la parole à M. François PETIT, conseiller municipal, qui explique que l'agence de l'eau a communiqué son rapport relatif au prix et à la qualité de l'eau potable pour l'exercice 2021 ainsi qu'une brochure sur la répartition de la fiscalité de l'eau. Dès lors, ces documents doivent être soumis au conseil municipal pour information.

M. François PETIT résume le document présenté et fourni les explications complémentaires demandées par les membres du conseil.

Le conseil municipal, après discussion prend acte de la présentation du rapport relatif au prix et à la qualité de l'eau pour l'exercice 2021 et de la brochure sur la répartition de la fiscalité.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 7 décembre 2022.

Roger CAIZERGUES
Maire

François PETIT
Secrétaire de séance

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 5.7.11